



FABIEN CLAIREFOND

## Le Carnet DE JACQUES JULLIARD

S'il existe un mot important qui réclame un effort de définition aujourd'hui, c'est bien celui de « peuple », explique l'historien et essayiste\*, que nos lecteurs retrouvent chaque premier lundi du mois.

# Ce que sont les amis du peuple

Nous voilà installés dans la troisième période de l'après-guerre. La première fut celle de la guerre froide, symboliquement conclue par la chute du mur de Berlin, en 1989, et la débâcle de l'Union soviétique. La deuxième marqua l'apogée du capitalisme libéral, demeuré seul et triomphant sur le champ de bataille. Victoire si totale qu'un bon esprit comme Francis Fukuyama se demanda alors s'il pouvait encore y avoir un après et si nous ne vivions pas la fin de l'Histoire. La crise financière puis économique de 2008 se chargea de donner une réponse : on peut être seul et perdre la partie. Depuis lors nous sommes entrés dans l'ère populiste.

Il ne servirait à rien de chipoter sur les mots. Celui de « populisme » s'est imposé et il faut l'accepter comme tel. À deux conditions : la première est de bien comprendre que le populisme n'est pas plus aujourd'hui l'idéologie du peuple que le socialisme n'était hier l'idéologie de la classe ouvrière. Dans les deux cas, ces formulations n'étaient rien d'autre que la théorisation opportuniste, œuvre des intellectuels et des politiciens, des mouvements qui agitaient le corps social. C'est à dessein que j'ai donné à cet article le titre d'un ouvrage de Lénine (1894) fruit de conférences dirigées... contre le populisme, justement, et son principal théoricien dans la Russie de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, Mikhaïlovski. Le peuple n'est pas le sujet de cette histoire : il en est l'enjeu.

La deuxième condition, c'est de nettoyer le vocabulaire de tous les mensonges qu'il véhicule. Et justement le mot « peuple », dans la Russie du XIX<sup>e</sup> siècle comme dans notre monde du début du XXI<sup>e</sup>, est celui que les despotes et les démagogues ont sans cesse à la bouche pour justifier leurs entreprises de récupération et en faire une arme contre la liberté. Les batailles politiques sont, à l'ère démocratique, des batailles de vocabulaire dont le vainqueur est celui qui aura su s'approprier à son profit les significations des mots-clés du moment.

### LES DIFFÉRENTS SENS DU MOT « PEUPLE »

« Peuple » désigne au moins quatre choses. D'abord l'ensemble de la population d'un pays. Dans les États démocratiques, régis par le suffrage universel, il se confond avec le corps politique, voire avec le corps électoral. Telle est sa signification dans l'expression latine *Senatus populusque romanus* (premier sens).

Il se distingue à Rome de la plèbe (*plebs*), qui désigne l'ensemble des citoyens qui ne sont pas des patriciens, c'est-à-dire des nobles, et qui ne disposent au départ que de droits civiques limités. Dans la France contemporaine, c'est le peuple diminué de ses élites et séparé d'elles ; ce que, dans la langue familière, on appelle volontiers le « populo » ou, en style plus relevé, le « populaire » (deuxième sens).

Mais le peuple, c'est aussi la masse indistincte des individus rassemblés en un lieu, autour d'un objet précis : revendication, manifestation, protestation, occupation. Le peuple est alors synonyme de foule, constituée par ceux qui se sont donné rendez-vous quelque part à un moment donné (troisième sens).

Enfin, le peuple finit aujourd'hui par s'identifier à tous ceux qui donnent de la voix dans le débat public : c'est l'opinion, telle qu'elle s'est toujours exprimée spontanément, mais dont la portée s'est trouvée démultipliée par Internet et transmise par les « réseaux sociaux » ; c'est cette parlerie permanente qui prétend faire de son anonymat même la preuve de sa représentativité (quatrième sens).

Quand on dit, comme dans *Le Chant du départ* (1794), « le peuple souverain s'avance », que faut-il aujourd'hui

### Après l'hiver des « gilets jaunes », l'été des homards

entendre expressément par là : la population ? le populaire ? la foule ? l'opinion ?

### PRENONS L'EXEMPLE DES « GILETS JAUNES »

Des manifestations trente-trois samedis de suite, dans des dizaines de villes, soutenues au plus fort du mouvement par 72 % des Français : qui dit mieux ? Un bilan impressionnant, sans équivalent dans la France contemporaine. Qui pourrait contester que les « gilets jaunes » ont été, des mois durant, le peuple français ?

Oui, mais lequel ? Assurément le peuple-foule, tel qu'on l'a défini plus haut. Et il faut reconnaître au mouvement d'avoir constamment repoussé la tentation de se structurer à la manière d'un parti ou d'une organisation politique, pour servir à autre chose que ce qui était dans l'esprit des manifestants. Du reste, dès que l'on passe du peuple-foule au peuple-corps politique ou corps électoral, sa représentativité s'effondre : elle s'abaisse d'un coup de 72 % de soutien à 2 ou 3 % en termes d'intentions de vote ! Quant à exprimer les aspirations de l'ensemble du populaire, il n'en est pas davantage question : demandez-en des nouvelles aux dizaines ou peut-être aux centaines de milliers d'artisans, de petits commerçants, victimes du manque à gagner, des menaces de faillites, voire des dégradations que leur a infligées le mouvement. À la fin du printemps, 59 % des citoyens se disaient inquiets des développements de celui-ci. Et constatons encore que les syndicats ouvriers, dont le caractère populaire n'est pas contestable, sont restés, malgré les efforts de quelques activistes de la CGT, en dehors du mouvement.

Quant au seul parti qui d'un bout à l'autre s'est efforcé de récupérer les « gilets jaunes », celui des Insoumis, il a connu là un échec sanglant, doublé d'une gamelle retentissante aux élections européennes qui ont suivi. La stratégie de Jean-Luc Mélenchon était claire : s'appuyer sur le peuple-foule pour en faire un peuple-plèbe, débouchant soit sur une élection triomphale, soit sur un mouvement insurrectionnel. Les gens ne sont pas si bêtes ; ils ne sont pas prêts à offrir des prétextes à des révolutionnaires professionnels, qui ne sont jamais que des politiciens d'un genre expéditif.

Conséquence : en France comme en Espagne, le populisme de gauche, qui consistait, à la façon de l'Amérique latine, à tenter de substituer à l'opposition gauche-droite un clivage peuple-élites, ce populisme est moribond, s'il fut jamais vivant. On ne le regrettera pas, car il ne faisait en définitive que refléter la violence narcissique de ses promoteurs plutôt qu'ouvrir des voies nouvelles. Chacun aujourd'hui fait des gorges chaudes sur le naufrage de la social-démocratie, alors que c'est autour du cadavre de Podemos ou des Insoumis qu'il conviendrait de se recueillir. Quant à la social-démocratie, justement, elle ne se porte pas si mal en Espagne, au Portugal, dans l'ensemble des pays scandinaves. En France, voire en Allemagne, son éclipse est moins due à la disparition de son électorat traditionnel

qu'à son affaissement intellectuel, c'est-à-dire à son incapacité à analyser le monde réel à la lumière de ses valeurs les plus éprouvées : la nation, le mérite, la fonction intégratrice de l'École, la laïcité, le rôle émancipateur du travail, autrement dit des institutions républicaines.

### LA VAGUE DÉGAGISTE

Ce qui fait l'originalité du « dégagisme », c'est de partir non du peuple-foule, comme les « gilets jaunes », mais du peuple-plebs, avec l'ambition d'en faire le corps politique tout entier (*populus*), par élimination d'une petite poignée de privilégiés et d'exploiteurs. C'est la grande tentation de l'unanimité populaire, et là de nouveau nous retrouvons les Insoumis, leur projet de VI<sup>e</sup> République et de gouvernement de l'Assemblée comme en 1793-1794. C'est la substitution à la lutte des classes marxiste de l'affrontement du peuple tout entier à quelques figures symboliques de la richesse comme conflit majeur de la société. C'est aussi la substitution du principe charismatique et autoritaire (en allemand *Führerprinzip*) au leadership démocratique.

Ce qui rend ce populisme si nuisible et si dangereux, c'est qu'il ne propose rien de précis à mettre à la place, si ce n'est, en toutes choses, le respect de la volonté du peuple. Mais comme il ne dit rien de ce qu'il entend par là, ni des moyens d'y parvenir, il ouvre la porte à toutes les aventures personnelles et justifie d'avance toutes les tyrannies. Si, comme le dit pompeusement Toni Negri, « il faut procéder aux funérailles du concept de représentation », si un tel concept est radicalement mauvais, condamné d'avance par son immoralité foncière, pourquoi ne pas essayer autre chose ? Voilà comment, selon un récent sondage, 39 % des Français se laissent aller à prétendre que « d'autres systèmes politiques seraient aussi bons que la démocratie » (fondapol.org). On voudrait bien savoir lesquels : la dictature ? l'anarchie ? la « prise au tas » ? le règne des plus forts ? Beau travail en vérité.

Chesterton disait que lorsque les gens cessent de croire en Dieu, ils ne croient plus en rien. Et quand ils ne croient plus en rien, ils croient en n'importe quoi.

J'appliquerai volontiers cette pensée lumineuse, récemment citée ici même par Éric Zemmour, à la démocratie. Quand les gens, pénétrés de populisme et de dégagisme, ne croient plus à la démocratie ni au système représentatif, ni à un autre système, quand ils ne croient plus à rien en politique, ils sont prêts à accepter n'importe quoi. Certes, le populisme n'est pas en soi le fascisme. Mais il reste, d'hier à aujourd'hui, un des plus sûrs moyens d'y conduire.

### LE HOMARD DE LA DISCORDE

C'est notre troisième illustration du trafic des significations. Ici, l'objet n'est pas le « dégagisme », mais le moralisme, c'est-à-dire la morale appliquée, non à soi-même, mais à autrui. C'est le peuple-opinion que l'on transforme en redresseur de torts et en instance politique. Et ici, le principal responsable, ce sont les médias ; c'est le peuple-opinion qui se prend pour le peuple souverain. Nous venons d'en vivre une parfaite illustration avec l'affaire de Rugby. Après l'hiver des « gilets jaunes », l'été des homards. Il faut que l'exigence démocratique soit tombée bien bas pour que l'essentiel du débat politique n'ait roulé, un mois durant, ni sur les retraites, ni sur l'Iran, ni sur la bulle financière qui menace à chaque instant l'équilibre du monde, mais sur quelques crustacés et quelques bouteilles tirées de la cave de l'hôtel de Lassay, jadis approvisionnée en grands bordeaux par Jacques Chaban-Delmas, d'heureuse mémoire. À tout prendre, je préfère les flambeurs aux

guillotineurs, les ordonnateurs de dîners de têtes à ceux dont le rêve est de les faire rouler dans le panier. On va répétant sentencieusement qu'il convient de tenir compte des nouvelles exigences de la morale du public, et autres balivernes. Quelle blague ! Comme si l'Ordre Moral à la Mediapart n'avait pas été inventé par la pire réaction antirépublicaine dès le début de la III<sup>e</sup> !

Vous préférez de Gaulle, grand seigneur et grand politique ? Moi aussi. Ce qui m'inquiète dans toutes ces affaires, c'est la servilité de la plupart des journalistes, leur complaisance à l'égard des éternelles passions tristes du peuple-roi. Le jour de la démission de François de Rugy eut lieu au Parlement européen le débat de ratification de la nomination d'Ursula von der Leyen à la présidence de la Commission européenne. Débat capital, expédié en une phrase (une seule) sur BFMTV comme sur la Deux, alors que l'affaire de Rugy a donné lieu à des plateaux, des débats, des éditos à n'en plus finir. Le populisme des journalistes dans toute sa médiocrité, dans tout son aveuglement, dans tout son cynisme, le voilà !

### CONCLUSIONS PROVISOIRES

C'est un sujet majeur : le recul de la démocratie dans le monde, sous les coups de boutoir du populisme, est un fait de première importance. Tout porte à croire que désormais la France et l'Europe tout entière ne sont pas à l'abri d'un phénomène qui menace nos libertés.

On n'a pas abordé l'explication de la montée du populisme. Nous disposons désormais, avec *Le Peuple contre la démocratie* de Yascha Mounk (*L'Observatoire*, 2018), *L'Archipel français* de Jérôme Fourquet (Seuil, 2019) et *La France qui décline. Les Gilets jaunes, une jacquerie au XXI<sup>e</sup> siècle* de Pierre Vermeren (Tallandier, 2019), de trois livres de référence essentiels. La stagnation du niveau de vie des classes moyennes, la désindustrialisation, le passage à des sociétés multiethniques, le développement d'Internet et des réseaux sociaux sont quelques-uns des facteurs explicatifs sur lesquels il faudra revenir.

Ce n'est pas le peuple qui est populiste, mais des démagogues et des aventuriers, dans l'espoir de substituer leur arbitraire aux pouvoirs institués. C'est la crise des institutions démocratiques, partis, syndicats, mouvements de pensée, Églises qui explique le phénomène, tandis que le terreau traditionnellement fertile de l'intelligentsia de gauche est en voie d'eutrophisation accélérée.

Le populisme de gauche a échoué. Le populisme est nécessairement de droite et surtout d'extrême droite, car il repose sur une critique radicale du système représentatif et une confiance aveugle, vitaliste, dans le « mouvement » et non dans la raison. Et pourtant, dans tous les épisodes étudiés plus haut, le parti de Marine Le Pen a fait preuve de beaucoup plus de prudence et de retenue que celui de Jean-Luc Mélenchon. Quelle est donc aujourd'hui, en définitive, la stratégie du Rassemblement national ?

L'idée d'un peuple uni, en dehors de toute organisation, est une imposture. Elle repose sur la confusion des diverses acceptions du mot « peuple » et sur le postulat indémontrable de la convergence des intérêts de toutes les parties de la population. C'est une vision à la fois pré-libérale et pré-marxiste, plus proche du romantisme allemand que de l'esprit cartésien.

Que faire ? (encore Lénine !) La solution du problème de la démocratie pour le siècle à venir repose sur une combinaison nouvelle, inédite, entre le système représentatif classique et les aspirations légitimes des citoyens à des formes de démocratie directe. Sans le système représentatif, c'est le caractère libéral de la démocratie qui serait menacé. Sans la participation directe des citoyens, c'est leur adhésion à la démocratie elle-même qui serait remise en cause.

Ah ! nous voici au pied du mur ! Ah ! c'est le vrai défi, c'est le grand chantier ! Il y faut l'innovation, la hardiesse et une sagesse indomptable. \* *Éditorialiste de l'hebdomadaire « Marianne ».*